

par habitant, plusieurs pays de cette région ne connaissant aucune croissance économique.

Inutile de trop insister là-dessus, car le ministre semble au courant du problème. J'avoue cependant ne pas m'en être rendu compte avant de lire deux de ses récents discours, dont j'aimerais vous citer de courts passages. Le premier, il l'a prononcé le 24 août dernier, lors de la deuxième conférence annuelle de Banff sur le développement mondial. Le texte du discours du ministre s'intitule «L'Amérique latine: un défi à relever», et voici ce qu'il déclare:

En gros, la population de l'Amérique latine dépasse le chiffre de 200 millions; elle dépasse le total des populations des États-Unis et du Canada. Et les prévisions démographiques établies par les Nations Unies promettent pour la fin du siècle un chiffre de 600 millions en Amérique latine, contre à peine plus de 300 millions en Amérique du Nord. Cet accroissement fantastique, dont le rythme est le plus rapide de toutes les régions du monde, ne pourra qu'accentuer l'importance internationale de l'Amérique latine. Toutefois, on peut croire qu'en même temps il aggravera les problèmes économiques et sociaux de cette partie du monde, qui sont pressants. Il se produira là, sans aucun doute, une très forte croissance économique; néanmoins, compte tenu de la situation démographique, les progrès n'y seront peut-être pas aussi prononcés que l'opinion publique s'y attend.

Dans un autre discours du ministre prononcé le 26 septembre dernier à Cleveland et intitulé «Le défi du sous-développement»,—voici ce qu'il déclare dans un alinéa qui a pour titre «Le rythme de la population excède celui de l'expansion»:

Bien entendu, le problème que posent les pays désavantagés n'est pas simple et ne peut être résolu facilement. Quelques faits et chiffres permettront, je crois, d'en révéler l'envergure. Au cours des années 50, les pays démunis ont pu accroître leur production de biens et de services de 110 à 170 milliards. Cela signifie qu'au début comme à la fin de cette décennie, ces pays ne produisaient que les trois dixièmes des biens et services produits dans le monde libre en général. Durant la même période, la population globale de ces pays est passée de 1 milliard à 1 milliard 300 millions d'habitants. C'est un taux près de deux fois plus élevé que celui des pays plus évolués du monde libre. Lorsqu'en calculant l'expansion de la production, il faut tenir compte de l'accroissement de la population, nous constatons que les pays en voie de développement n'ont réussi qu'à augmenter de 25 dollars le revenu moyen par habitant durant la décennie, soit de 105 dollars en 1950 à 130 dollars en 1960. Autrement dit, le revenu par habitant dans ces pays n'a augmenté que de 2 dollars et demie par année.

Ainsi, il semble que le ministre et ses conseillers au ministère des Affaires extérieures comprennent le problème. Dans le discours qu'il a prononcé à Cleveland, le ministre a énuméré sept points d'un programme par lequel le Canada pourrait fournir de l'assistance à l'Amérique latine à d'autres pays en voie de développement. Ce sont tous d'excellents points, mais il a tout à fait omis de mentionner qu'on pourrait leur donner de

l'aide relativement à la question du contrôle démographique, ce qui est sûrement un point important. Pas plus que le ministre, je ne veux trop simplifier le problème de la population, des ressources, de la relation entre les deux et de la façon de relever réellement le niveau de vie de ces pays. Le contrôle démographique n'est qu'une des méthodes possibles. La production de denrées alimentaires dans ces pays importe au plus haut point et certains organismes travaillent à régler ce problème. L'amélioration des relations commerciales et des méthodes de distribution des denrées est un autre élément du problème. Mais je crois qu'il faut s'attaquer au problème sous tous ses aspects et je pense qu'on ne tient pas compte d'un aspect particulier de ce problème.

Mais tous les pays ne sont pas sans s'en rendre compte. Une des choses les plus importantes qui marquent le débat de 1962 aux Nations Unies, c'est qu'à ce moment-là, le gouvernement des États-Unis a modifié son point de vue. Auparavant, il était identique à celui du Canada, c'est-à-dire que les Américains s'abstenaient de tout vote à ce sujet. Toutefois, en 1962, ils ont changé d'avis, et ils l'ont fait, dirai-je, avec l'approbation évidente de feu le Président Kennedy. L'importance qu'y attachaient les États-Unis est devenue évidente quand M. Richard N. Gardner, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires concernant les organismes internationaux, a donné lecture de la déclaration pertinente au comité. Voici un passage de l'exposé de M. Gardner aux Nations Unies le 10 décembre 1962. Je n'en citerai qu'un paragraphe, parce que j'estime qu'il décrit la bonne façon d'envisager le problème et que le gouvernement canadien devrait suivre cet exemple:

Même si les États-Unis n'entendent pas suggérer à un autre gouvernement son attitude ou sa politique démographique, ni l'adoption ou l'application de mesures particulières à cet égard, ils estiment qu'il ne faudrait pas mettre d'obstacles aux autres gouvernements qui, s'inspirant de leurs besoins économiques et des valeurs culturelles et religieuses qui leur sont particulières, cherchent à résoudre leurs problèmes de population. Nous ne recommanderons pas à d'autres pays telle ou telle politique au sujet de l'accroissement de la population, mais nous pouvons les aider, sur leur demande, à trouver des sources possibles de renseignements et d'aide sur les façons et les moyens de résoudre les problèmes de population.

Le gouvernement du Royaume-Uni a aussi fait savoir qu'il est disposé à adopter la même attitude. Le comte d'Aberdeen, qui était alors ministre d'État aux Affaires étrangères, l'a annoncé le printemps dernier à la Chambre des Lords. Cependant, le gouvernement des États-Unis est allé un peu plus loin. Il y a un an, une modification apportée à leur loi sur l'aide à l'étranger, la modification dite Fulbright, autorisait le gouvernement des États-Unis à engager des pourparlers